

## TABLE DES MATIÈRES

Abréviations, sigles et acronymes .....	VII
Sommaire .....	XIII

### ÉTUDES

<b>A Modest Proposal to Improve Judicial Protection in Challenges to the Validity of Union Acts</b> BY Anthony M. COLLINS .....	3
I. <i>Unavailability of References as of Right</i> .....	5
II. <i>Variations in National Standing Rules</i> .....	6
III. <i>The Preliminary Ruling Procedure</i> .....	8
IV. <i>A Modest Proposal</i> .....	9
<b>Vers un bouleversement de l'architecture juridictionnelle de l'Union européenne ?</b> PAR Ninon FORSTER .....	11
I. La valorisation du Tribunal au sein de la juridiction de l'Union européenne .....	17
A. Une progression de l'office du juge du Tribunal justifiée par des considérations de bonne administration de la justice .....	17
B. La maturité croissante du Tribunal dans l'organisation de son travail .....	22
II. Les contours d'une relation hiérarchisée entre la Cour de justice et le Tribunal de l'Union européenne en suspens .....	25
A. Les contours indéfinis de la répartition de la compétence entre la Cour et le Tribunal : les interrogations sur la notion de « question de principe » .....	25

B. Le « dernier mot » de la Cour de justice assuré par la procédure de réexamen .....	30
<b>La double transition environnementale et numérique, nouvel objectif transversal de l'Union européenne ?</b>	
PAR Gaëlle HARDY .....	33
I. L'impossible conceptualisation .....	38
A. Une notion dépendante .....	38
B. Une notion insaisissable .....	40
II. La possible instrumentalisation .....	44
A. Une fonction matérielle .....	44
B. Une fonction identitaire .....	47
<b>Les États membres sont-ils des sujets de droit privilégiés ou mal aimés en droit de l'Union ?</b>	
PAR Krisztián KECSMÁR .....	51
I. Droits et prérogatives des États membres de l'Union européenne au titre des traités : prérogative d'être État membre ou membre de l'Union ? .....	52
A. La difficile conciliation de deux ordres juridiques à travers l'étude du statut de l'Union européenne, de la répartition des compétences et de la notion d'État membre .....	52
B. Droits et prérogatives aux contours incertains et au ressentiment amer .....	60
II. Obligations étendues des États membres au titre des traités et de la Charte sous l'angle de la procédure d'infraction peu protectrice des droits procéduraux des États membres .....	69
A. Respect des traités et de la Charte par les États membres .....	69
B. Garanties procédurales limitées des États membres lors des procédures engagées sur le fondement des articles 258 et 260 TFUE .....	71

<b>L'Union européenne et les fonctions essentielles de l'État : le cas de la sécurité intérieure</b>	
PAR Jörg MONAR .....	75
I. Introduction .....	75
II. Le principe du « respect des fonctions essentielles de l'État » (article 4, paragraphe 2, TUE) .....	78
III. Le rôle de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité intérieure : les origines et le cadre du droit primaire .....	83
IV. Le rôle de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité intérieure : les principaux champs d'action .....	97
V. Les enjeux du rôle de l'Union dans le domaine de la sécurité intérieure par rapport au principe du « respect des fonctions essentielles de l'État » .....	115

## ACTES DE L'ATELIER DOCTORAL

<b>Les sanctions de l'Union européenne adoptées en réaction à la guerre en Ukraine – quels défis pour le contrôle juridictionnel des mesures restrictives ?</b>	
PAR Celia CHALLET .....	125
I. Un contentieux catalyseur de nouvelles problématiques juridiques au sein du contrôle juridictionnel des mesures restrictives .....	127
A. Un contentieux intégrant de nouveaux types de mesures restrictives .....	127
B. Un contentieux englobant de nouveaux moyens à l'encontre des mesures restrictives .....	132
II. Un contentieux accentuant des problématiques intrinsèques au contrôle juridictionnel des mesures restrictives .....	135
A. Un renouvellement inévitable du débat sur l'encadrement par le juge de la marge d'appréciation du Conseil .....	135
B. Une difficulté de conciliation croissante entre effectivité des mesures restrictives et principes fondamentaux du droit de l'Union européenne .....	137

<b>The European Union vs The United States Approach to Economic Sanctions</b> PAR Myriam DAHER .....	141
I. European Union Sanctions vs United States Sanctions: Mostly Similar Policy Objectives .....	142
A. Shared Principles and Values .....	142
B. The Example of Russian Sanctions .....	143
II. European Union Sanctions vs United States Sanctions: A Gap in Enforcement .....	144
A. An Inconsistent Enforcement across European Union Member States .....	144
B. An Aggressive Stance on Enforcement in the United States .....	145
 <b>Les mesures restrictives individuelles : contours et limites d'une évolution pénale ?</b> PAR Raphaëlle DUMARS DERAMOND .....	149
I. Constat et contours d'une évolution pénale des mesures restrictives individuelles .....	150
A. Dualité de coercition pacifique et évolution unitaire pénale des mesures restrictives .....	150
B. Les mesures restrictives, nouvelles « peines » <i>sui generis</i> d'un droit pénal fonctionnel de l'Union européenne .....	153
II. Esquisse des limites de l'évolution pénale des mesures restrictives individuelles .....	156
A. Censure jurisprudentielle d'une nature pénale .....	156
B. Contrôle juridictionnel, coordinations de qualifications, d'incriminations et de compétences .....	158
 <b>L'instrumentalisation de la politique européenne des visas comme levier de la coopération en matière de réadmission : qui est sanctionné par ce mécanisme de conditionnalité négative ?</b> PAR Eleonora FRASCA .....	163
I. Contextualisation .....	164
A. La recherche de l'efficacité de la politique de retour de l'Union européenne au travers de la politique de réadmission de l'Union européenne .....	165

B. Les mécanismes de conditionnalité dans la politique de réadmission de l'Union européenne .....	168
II. Illustration et analyse .....	170
A. L'instrumentalisation de la politique européenne des visas comme levier de la coopération en matière de réadmission .....	170
B. Les demandeurs de visa comme principaux destinataires de ce mécanisme de conditionnalité négative .....	172
Conclusion .....	173
<b>Lecture internationaliste de la liste noire européenne des paradis fiscaux</b> PAR Noury KAMEL .....	175
I. La liste noire de l'Union européenne et la coopération internationale contre la fraude et l'évasion fiscales .....	177
A. L'influence des normes internationales sur la procédure européenne d'inscription sur la liste noire .....	177
B. La multiplication des interprétations des normes internationales et la concurrence des listes noires .....	179
II. La liste noire : un instrument de sanction de la bonne gouvernance fiscale par-delà l'Union européenne .....	181
A. La fonction transformative des listes noires .....	181
<b>B. Name and shame</b> : la conséquence punitive des listes noires .....	182
<b>Les mesures restrictives de l'Union européenne : identification et processus</b> PAR Bilal MAKHLOUFI .....	185
I. La mise en œuvre par l'Union européenne des sanctions onusiennes .....	186
A. L'articulation entre les normes de l'ONU et de l'Union européenne en matière de mesures restrictives .....	187
B. La mise en œuvre des sanctions onusiennes et le respect des droits fondamentaux .....	189
II. Les sanctions autonomes de l'Union européenne, les mesures restrictives .....	191
A. Le processus d'adoption des mesures restrictives au sein de l'Union européenne .....	191
B. Un processus sujet à des modifications .....	194
C. L'affirmation renouvelée de la compétence du Conseil pour la mise en œuvre des mesures restrictives .....	195

<b>La conventionnalité des sanctions de l'Union européenne ou la recherche d'une cohérence normative entre les ordres juridiques européens</b>	
PAR Claire MÉRIC .....	199
I. La possible prévention de la cohérence normative .....	201
A. La tentative de collaboration institutionnelle et normative .....	201
B. Une cohérence insuffisante en pratique .....	204
II. La possible – mais peu probable – sanction de l'incohérence .....	208
A. Les limites à l'application de la présomption comme espoir de contrôle réel .....	208
B. La difficile combinaison d'obligations pouvant être contradictoires .....	211
<b>L'autonomie stratégique ouverte de l'Union européenne et ses nouvelles politiques de sanctions commerciales : appréciation à l'aune du droit de l'OMC</b>	
PAR Areg NAVASARTIAN .....	217
I. L'exclusivité et la force obligatoire de la compétence de l'Organe de règlement des différends consacrée à l'article 23 MDA et son interprétation, et la crise contemporaine de la chaise vide .....	219
II. Les réponses européennes à la crise : du multilatéralisme à la modification du règlement (UE) n° 654/2014 et l'adoption d'un instrument anti-coercition .....	224
III. Conclusion : une nouvelle définition du multilatéralisme permettant d'assurer les intérêts de l'Union européenne .....	231
<b>Le processus de normalisation de la politique étrangère et de sécurité commune à travers le contrôle juridictionnel des mesures restrictives</b>	
PAR Sara NOTARIO .....	233
I. Le contrôle juridictionnel de la Cour de justice en matière de PESC : dérogations et exceptions .....	234
A. Le régime d'exception régissant la PESC et les mesures restrictives .....	235
B. Les contours de la compétence de la Cour de justice de l'Union européenne en matière de PESC .....	238
II. Une normalisation achevée ? Enjeux et défis actuels du contrôle juridictionnel des mesures restrictives .....	240

A. L'action de la Cour de justice de l'Union européenne comme moteur du processus de normalisation de la PESC .....	240
B. Un processus en cours ou une normalisation achevée ? .....	253
<b>Colloque « Les sanctions de l'Union européenne dans les relations extérieures »</b>	
PAR Céline TEYSSIER .....	261
I. Les mécanismes de sanctions déployés au stade du traitement des données et leur rayonnement dans les relations extérieures .....	263
A. Les sanctions prévues par le règlement général sur la protection des données : instrument incitatif .....	263
B. Les amendes administratives prévues par le règlement général sur la protection des données : instrument dissuasif .....	266
II. Les mécanismes de sanctions déployés au stade du transfert des données et leur rayonnement dans les relations extérieures .....	269
A. Les décisions d'adéquation : instrument de contrôle du respect du règlement général sur la protection des données dans les pays tiers .....	269
B. Le cas du transfert des données vers les États-Unis .....	272

## CHRONIQUES

### Parlement européen

PAR Laetitia GUILLOUD-COLLIAT AVEC LES CONTRIBUTIONS DE Cassandra PAULET, Lencka POPRAVKA ET Ludovica ROBUSTELLI .....	283
I. Vie institutionnelle de l'Union européenne : un vent de changement .....	283
A. Les modifications institutionnelles à la tête du Parlement européen .....	283
B. Vers une réforme des élections européennes ? .....	284
C. Dans le prolongement de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, le Parlement européen réclame une révision des traités .....	285
D. De nouvelles règles à venir sur les fondations et les partis politiques .....	285
II. Questions financières et budgétaires .....	286

A. Un souhaitable effort de coordination des États membres en matière fiscale .....	286
B. Des directives sur la gestion du budget poursuivant plusieurs finalités .....	288
C. Des injonctions sur la mise en œuvre des plans de relance nationaux contre les effets économiques de la guerre .....	289
D. Des attentes pour l'exécution budgétaire aussi élevées qu'en 2021 .....	290
III. Environnement, santé, protection des consommateurs .....	291
A. La poursuite d'une politique environnementale ambitieuse .....	291
B. La construction d'une Union européenne de la santé .....	297
C. Le renforcement de la protection des consommateurs .....	298
IV. Politique économique et sociale : l'aboutissement de projets importants et le retour de débats structurants .....	300
A. UEM : une année marquée par l'adoption de DORA .....	300
B. Marché intérieur : l'adoption de la législation sur les services numériques et sur les marchés numériques .....	300
C. Des signes d'une relance de la politique sociale .....	302
V. ELSJ, une année dense entre priorités législatives et gestion des conséquences du conflit en Ukraine .....	303
VI. La clôture de certains dossiers prioritaires en matière de cybersécurité et de lutte contre le terrorisme .....	303
A. La poursuite des progrès législatifs au cœur de l'ELSJ en dépit d'un contexte difficile .....	305
VII. Une activité riche du Parlement dans les autres politiques internes ...	311
A. Politique agricole : le calme après la « tempête » 2021 .....	311
B. Une année marquée par les enjeux de conservation et de gestion en matière de pêche .....	312
C. Transports et tourisme : une année marquée par l'adoption de la difficile réforme de la directive « Eurovignette » .....	313
D. Industrie, recherche et énergie : des avancées substantielles rythmées par la crise énergétique et les enjeux de durabilité .....	314
E. Une activité importante dans le domaine de la culture et de l'éducation .....	316
VIII. Une action extérieure forgée par l'invasion de l'Ukraine .....	318
A. À l'Est, le renouveau .....	318
B. Une activité limitée dans le domaine des relations extérieures hors PESC .....	319



<b>Actualités des institutions de l'UE – Conseil européen – Conseil de l'Union</b>	
SOUS LA RESPONSABILITÉ DE Rostane MEHDI .....	321
I. Dynamiques institutionnelles .....	321
A. Le Conseil européen : de Charybde en Scylla .....	321
B. Le Conseil de l'Union : les présidences .....	332
II. Conduite des politiques de l'Union .....	339
A. L'action des Conseils dans le soutien à l'Ukraine : focus sur les sanctions économiques et l'élargissement .....	339
B. La politique énergétique .....	353
 <b>Commission européenne</b>	
PAR Claude BLUMANN .....	363
I. Le bilan des réalisations .....	364
A. L'Union et la guerre en Ukraine .....	365
B. Les suites du Covid-19 .....	368
C. Gérer les indispensables transitions .....	371
D. Les piliers de la démocratie européenne .....	375
II. Incertitudes autour du pouvoir de proposition de la Commission .....	378
A. Parcours législatif conduisant aux sanctions .....	378
B. Procédure finalement retenue .....	380
 <b>Citoyenneté 2021</b>	
PAR Myriam BENLOLO CARABOT ET Anastasia ILIOPOULOU-PENOT .....	387
I. CJUE, Gde Chbr., 14 décembre 2021, <i>V.M.A. c/ Stolichna obshtina,</i> <i>rayon « Pancharevo »</i> , aff. C-490/20, ECLI:EU:C:2021:1008 .....	387
II. CJUE, Gde Chbr., 15 juillet 2021, <i>A.</i> , aff. C-535/19, ECLI:EU:C:2021:595 (Soins de santé) .....	392
III. CJUE, Gde Chbr., 15 juillet 2021, <i>C.G. c/ The Department for</i> <i>Communities in Northern Ireland</i> , aff. C-709/20, ECLI:EU:C:2021:602 .....	395
IV. CJUE, Gde Chbr., 2 septembre 2021, <i>X. c/ État belge</i> , aff. C-930/19, ECLI:EU:C:2021:657 .....	401

**Citoyenneté 2022**

PAR Myriam BENLOLO-CARABOT ET Anastasia ILIOPOULOU-PENOT .....	405
I. CJUE, 9 juin 2022, <i>EP c/ Préfet du Gers</i> , aff. C-673/20, ECLI:EU:C:2022:449 ; CJUE, 18 janvier 2022, <i>JY c/ Wiener Landesregierung</i> , aff. C-118/20, ECLI:EU:C:2022:34 .....	405
A. CJUE, 9 juin 2022, <i>EP c/ Préfet du Gers</i> , aff. C-673/20, ECLI:EU:C:2022:449 .....	405
B. CJUE, 18 janvier 2022, <i>JY c/ Wiener Landesregierung</i> , aff. C-118/20, ECLI:EU:C:2022:34 .....	411
II. CJUE, Gde Chbr., 1 <sup>er</sup> août 2022, <i>S. c/ Familienkasse Niedersachsen-Bremen</i> , aff. C-411/20, ECLI:EU:C:2022:602 .....	414
A. Le contexte dans lequel s'insère l'arrêt <i>S. c/ Familienkasse Niedersachsen-Bremen</i> .....	414
B. Le cadre factuel et juridique de l'affaire et la solution de la Cour .....	416
C. La lecture étroite de la dérogation à l'égalité de traitement (article 24, paragraphe 2, de la directive 2004/38/CE) .....	419
D. La condition de séjourner légalement et habituellement dans l'État d'accueil .....	421

**Contentieux du droit de l'Union européenne**

PAR Freya CLAUSEN, Paolo IANNUCELLI ET Jonathan WILDEMEERSCH SOUS LA COORDINATION DE Fabrice PICOD .....	423
I. Renvoi préjudiciel .....	424
A. Compétence de la Cour de justice et recevabilité du renvoi préjudiciel .....	426
B. Préservation de l'efficacité du mécanisme préjudiciel et fonctionnement de ce mécanisme .....	433
C. Aspects divers de la procédure préjudicielle .....	436
II. Recours en manquement .....	437
A. Compétence de la Cour de justice .....	437
B. Recevabilité du recours en manquement – Contenu de la requête .....	438
C. Recevabilité du recours en manquement – Délimitation de l'objet du litige .....	440
D. Somme forfaitaire et astreinte .....	442
E. Procédures accessoires .....	443

III. L'assouplissement de l'exigence d'être représenté par un avocat devant les juridictions de l'Union européenne et quelques précisions sur la recevabilité des recours en annulation .....	447
A. L'exigence d'être représenté par un avocat sans lien d'emploi avec le requérant est assouplie .....	447
B. Deux précisions sur les conditions de recevabilité du recours en annulation .....	459

### **Droits fondamentaux**

PAR Romain TINIÈRE

EN COLLABORATION AVEC Caroline BOITEUX-PICHERAL,

Christophe MAUBERNARD ET Claire VIAL .....

465

I. La protection des données ou « les dilemmes du constitutionnalisme libéral démocratique contemporain » .....	466
A. Programme législatif de l'Union européenne :	
IA et <i>gatekeepers</i> .....	466
B. La Cour de justice ou la protection tous azimuts des données .....	469
II. L'amplification du rôle des droits fondamentaux dans la conception juridictionnelle des politiques d'asile et de retour .....	476
A. La figure du mineur au cœur de l'essor de l'unité familiale des bénéficiaires et demandeurs d'une protection internationale .....	477
B. Des avancées inégales au sujet de l'éloignement des migrants en situation irrégulière .....	482
III. L'État de droit dans l'Union européenne .....	485
IV. Lutte contre les discriminations .....	495
V. Droits procéduraux en matière pénale .....	498
VI. Liberté d'expression .....	503

### **Espace de liberté, de sécurité et de justice**

SOUS LA RESPONSABILITÉ DE Henri LABAYLE

SOUS LA COORDINATION DE Maitena POELEMANS

ET AVEC LA PARTICIPATION DE Benoît DUPIN, Thomas DURAND,

Thomas ANDREU, Oladjide BATCHO, Elena OSTROVSKAYA

et Aristide HONSRAN .....

509

I. Les politiques communes d'asile et d'immigration .....	509
A. L'espace Schengen .....	509

B. L'actualité jurisprudentielle en matière d'asile et d'immigration .....	513
II. La coopération judiciaire civile .....	519
A. L'actualité législative dans le domaine de la coopération judiciaire en matière civile .....	519
B. Les interprétations jurisprudentielles dans le domaine de la coopération judiciaire en matière civile .....	519
III. Coopération judiciaire en matière pénale .....	525
A. L'actualité législative .....	525
B. L'actualité jurisprudentielle .....	527
C. Rapport 2021 Eurojust .....	544
IV. La coopération policière et opérationnelle .....	545
A. Recommandation (UE) 2022/915 du Conseil du 9 juin 2022 relative à la coopération opérationnelle des services répressifs .....	545
B. Rapport TE-SAT 2022 .....	546
C. Les systèmes d'information et la protection des données dans l'ELSJ .....	551
 <b>Politique étrangère et de sécurité commune</b>	
PAR Catherine SCHNEIDER .....	567
I. La PESC au cœur de la guerre en Ukraine .....	567
A. Une salve inégalée de sanctions en réaction à l'agression russe ...	569
B. Une réaction non négligeable du système de gestion de crise de la PSDC .....	587
C. Une activation novatrice de la Facilité européenne pour la paix (FEP), instrument financier extra-budgétaire de la PSDC .....	591
II. Une « boussole stratégique » pour de nouvelles ambitions de l'Union européenne en tant que contributeur de sécurité .....	597
A. Un texte particulièrement dense .....	598
B. Une programmation d'initiatives normatives ambitieuse .....	603
C. Un texte suscitant des réactions et des commentaires contrastés .....	606
III. Un volet défense toujours plus prégnant dans la PESC .....	607
A. Des missions et opérations de la PSDC évoluant au double prisme de la guerre en Ukraine et des réflexions de la boussole stratégique .....	608
B. Une Facilité européenne pour la paix (FEP) victime de son succès ? .....	617

C. La création d'un nouvel instrument au secours de l'industrie de défense : l'EDIRPA .....	623
<b>Droit et contentieux de la politique commerciale commune</b>	
PAR Christine KADDOUS, Saud AHMED, Mateusz MIŁEK, Sara NOTARIO ET Alicja SŁOWIK .....	631
I. Union douanière .....	632
A. Guichet unique de l'Union européenne pour les douanes .....	632
B. Contentieux concernant l'union douanière .....	633
II. Instruments de défense commerciale .....	639
A. Règlement relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur .....	639
B. Protection de l'Union et de ses États membres contre la coercition économique exercée par des États tiers .....	642
C. Lutte contre les subventions transnationales et le contournement des mesures .....	645
D. Contentieux des mesures de défense commerciale .....	649
III. Propriété intellectuelle : état de l'adhésion de l'Union et des États membres à l'acte de Genève de l'arrangement de Lisbonne .....	652
IV. Marchés publics .....	657
V. Investissements .....	659
A. Règlement sur le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union européenne .....	660
B. Pratique en matière de conclusion d'accords bilatéraux sur les investissements .....	661
C. Pratique en matière de conclusion d'accords multilatéraux portant sur les investissements .....	666
VI. Politique commerciale commune et développement durable .....	674
A. Axe environnemental de la politique commerciale commune .....	675
B. Axe social de la politique commerciale commune .....	681
VII. Mesures restrictives et mesures de libéralisation temporaire des échanges .....	684
A. Restrictions aux échanges de marchandises et de services avec la Russie et la Biélorussie .....	685
B. Mesures positives en faveur de la libéralisation temporaire des échanges entre l'Union européenne, l'Ukraine et la Moldavie ...	693
VIII. L'Union européenne dans l'OMC .....	697
A. Décision ministérielle du 17 juin 2022 sur l'accord ADPIC .....	697

B. Déclaration ministérielle sur la réponse de l'OMC à la pandémie de Covid-19 et la préparation aux pandémies futures .....	699
C. Programme de travail sur le commerce électronique .....	700
D. Décision ministérielle sur l'exemption des prohibitions ou restrictions à l'exportation pour les achats de produits alimentaires du programme alimentaire mondial .....	700
E. Accord sur les subventions à la pêche .....	701
<b>Droit d'établissement et libre prestation des services</b>	
PAR Édouard DUBOUT .....	703
I. Champ : exclusion des situations purement internes et horizontales .....	703
II. Qualification : discrimination et fiscalité des services .....	707
III. Justification : fiscalité des services numériques .....	709
IV. Identité nationale : restriction à l'usage des langues minoritaires .....	712
<b>Droit des pratiques anticoncurrentielles d'entreprises</b>	
PAR Linda ARCELIN .....	717
I. Compétence .....	718
A. Articulation des compétences entre les juridictions nationales appliquant le droit de la concurrence et les autorités sectorielles ....	718
B. Autorité de la concurrence la mieux placée : quand, à son tour, le Tribunal rappelle à l'ordre la Pologne .....	721
II. Procédure .....	723
A. Rejet de plainte .....	723
B. Enquête : droit d'accès et de conservation des données de trafic ..	726
C. Procédures alternatives .....	727
III. Ententes anticoncurrentielles .....	731
A. Qualification d'infraction unique et continue .....	732
B. Règlement (UE) 2022/720 de la Commission du 10 mai 2022 concernant l'application de l'article 101, paragraphe 3, TFUE à des catégories d'accords verticaux et de pratiques concertées .....	736
IV. Abus de position dominante .....	740
A. Précisions sur la notion d'abus dans l'arrêt <i>ENEL</i> .....	741
B. <i>Google Android</i> : confirmation de la condamnation par le Tribunal de l'Union européenne .....	744

C. <i>Intel et Qualcomm</i> : annulation des amendes par le Tribunal de l'Union européenne .....	748
V. Sanctions .....	753
A. Imputation d'un abus de position dominante de filiales à la société mère .....	753
B. <i>Ne bis in idem</i> .....	754
C. Actions privées : précisions sur le champ d'application temporel de la directive « Dommages » .....	757
 <b>Politique agricole commune</b>	
PAR MARC BLANQUET .....	761
I. Cadre général de la PAC .....	762
A. Cadre interne .....	762
B. Cadre international .....	766
C. Cadre financier .....	774
II. Mesures relatives aux marchés agricoles .....	780
A. Mesures de soutien .....	781
B. Encadrement assoupli des aides d'État .....	783
C. Surveillance des marchés agricoles et pilotage de crise .....	783
D. Problème particulier des engrais .....	786
III. Développement rural .....	787
A. Vision à long terme .....	787
B. Mesure de soutien exceptionnel .....	788
IV. « 3 <sup>e</sup> pilier » de la PAC : qualité des produits, santé et sécurité alimentaire .....	789
A. Qualité des produits agricoles .....	789
B. Promotion des produits agricoles .....	792
C. Alimentation saine .....	793
D. Environnement .....	794
E. Bien-être animal .....	800
 <b>Droit européen des transports</b>	
PAR LOÏC GRARD ET SÉBASTIEN MARTIN .....	801
I. Transports terrestres .....	807

A. La révision de certaines législations relatives au transport par route .....	807
B. L'amélioration du cadre pour faciliter l'octroi d'aides d'État en faveur des transports par chemin de fer et par voie navigable et du transport multimodal .....	811
C. Les précisions concernant les services publics dans le cadre de transports par route .....	812
D. Les interprétations de la Cour de justice relatives aux règles applicables aux transports ferroviaires .....	815
II. Transports maritimes .....	817
A. Concurrence, marché et réseau .....	817
B. La protection de l'environnement .....	820
C. Sécurité .....	824
<b>Politique de cohésion économique, sociale et territoriale</b>	
PAR Nathalie RUBIO .....	829
I. Le cadre normatif de la politique de cohésion .....	829
A. Réflexions sur le bilan et les perspectives .....	830
B. Droit dérivé .....	832
II. Le contentieux de la politique de cohésion devant la Cour de justice de l'Union européenne .....	834
A. Le contentieux de l'utilisation des fonds .....	835
B. La protection des bénéficiaires et la politisation de la politique de cohésion .....	841
C. La délimitation de la politique de cohésion .....	843
<b>Santé publique</b>	
PAR Nathalie DE GROVE-VALDEYRON .....	847
I. Les objectifs généraux du programme « santé publique » .....	847
A. La promotion de la santé et la prévention des maladies .....	849
B. Lutte contre les menaces transfrontières graves pour la santé ....	856
C. La stratégie pharmaceutique de l'Union européenne : pour des médicaments et des dispositifs médicaux accessibles, disponibles et à caractère abordable .....	862
D. Le renforcement de la résilience des systèmes de santé .....	864
II. De quelques aspects contentieux .....	868



A. CJUE, 22 décembre 2022, <i>EUROAPTIEKA « SIA »</i> , aff. C-530/20 : notion de publicité au sens de la directive 2001/83/CE .....	868
B. CJUE, 22 décembre 2020, <i>LEEM (syndicat Les Entreprises du médicament) c/ Ministère des Solidarités et de la Santé</i> , aff. C-20/22 : directive transparence, prix des médicaments .....	871
C. CJUE, 27 octobre 2022, <i>Orthomol</i> , aff. C-418/21 : denrées alimentaires destinées à des fins médicales spéciales .....	873
D. CJUE, 13 octobre 2022, <i>M2Beauté Cosmetics</i> , aff. C-616/20 : médicament ou cosmétique ? .....	875
<b>Protection de l'environnement</b>	
PAR Ludwig KRÄMER .....	877
I. La planification et la gouvernance environnementale .....	877
A. Priorités jusqu'en 2024 .....	877
B. Le huitième programme d'action environnementale .....	877
C. La vigilance des entreprises .....	880
D. L'information sur la durabilité .....	880
II. Le changement climatique .....	881
A. L'évolution .....	881
B. Règlement d'urgence sur l'énergie renouvelable .....	881
C. Recommandation sur l'accélération des procédures .....	883
D. Investissements verts, énergie nucléaire et gaz .....	883
E. La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) et le changement climatique .....	884
F. Les propositions législatives de la Commission .....	885
III. Les droits procéduraux .....	886
A. Accès à l'information environnementale .....	886
B. La participation du public au processus décisionnel .....	887
C. L'accès à la justice en matière d'environnement .....	888
IV. Le contrôle de l'application du droit de l'environnement .....	891
V. La conservation de la biodiversité .....	892
A. La restauration de la nature .....	892
B. Le marsouin commun en mer Baltique .....	892
C. Écosystèmes marins .....	893
D. Les espèces exotiques envahissantes .....	893
E. Les listes biogéographiques des habitats .....	893
VI. La protection des eaux .....	894

A. Listes de vigilance .....	894
B. Les propositions de la Commission .....	895
C. La réutilisation des eaux .....	895
D. La détérioration des eaux .....	895
VII. La pollution de l'air .....	896
A. Révision de la directive sur la qualité de l'air .....	896
B. La réduction des émissions polluantes .....	896
C. La réduction des morts prématurées .....	896
D. La pollution de l'air dans les États membres .....	897
VIII. Les produits et les installations .....	897
A. Le péage .....	897
B. <i>Dieselgate</i> et les fenêtres de températures .....	898
C. La normalisation industrielle .....	898
D. Les nanomatériaux .....	899
E. Le guide sur les produits .....	899
F. La durabilité .....	899
G. Les meilleures techniques disponibles .....	900
H. L'utilisation des pesticides .....	900
I. Le mercure dans les poissons .....	900
J. Interdiction de cultiver du maïs génétiquement modifié .....	901
IX. Les déchets .....	901
A. Généralités .....	901
B. Le recyclage des navires .....	902
C. La décharge de déchets en mer .....	903
D. Effet rétroactif de la directive 2012/19 .....	903
E. Sols excavés .....	903
<b>Droit européen de la consommation</b>	
PAR Agnieszka JABLONOWSKA ET Hans-Wolfgang MICKLITZ .....	905
I. Développements législatifs .....	906
A. Marchés numériques .....	906
B. Transition écologique .....	908
II. Jurisprudence .....	909
A. Clauses abusives .....	909
B. Obligations d'information et droit de rétractation .....	912

C. Ventes aux consommateurs .....	915
D. Application collective .....	916
<b>Union économique et monétaire et Union bancaire</b>	
PAR Gaëlle HARDY ET Francesco MARTUCCI .....	919
I. L'Union économique et monétaire en transition .....	919
A. L'action des banques centrales .....	919
B. L'évolution du cadre de la gouvernance économique .....	942
II. L'Union bancaire .....	950
A. Le mécanisme de surveillance unique (MSU) .....	951
B. Le mécanisme de résolution unique (MRU) .....	958
C. Le système européen d'assurance des dépôts (SEAD) .....	962
<b>Énergie</b>	
PAR Benoît BLOTTIN ET Vincent BOUHIER .....	963
I. Le fonctionnement du marché intérieur .....	968
A. Un marché sécurisé .....	968
B. Un marché concurrentiel .....	974
C. Un marché interconnecté .....	988
D. Un marché fiscalisé .....	991
II. La protection de l'environnement .....	992
A. La réduction des émissions de gaz à effet de serre .....	994
B. La promotion de l'efficacité énergétique .....	994
C. Le développement des énergies renouvelables .....	997
III. Les relations extérieures .....	1000
<b>Chronique financière</b>	
PAR Lukasz STANKIEWICZ, Aurélie DORT, Messaoud SAOUDI, Benjamin RICOU, Christelle BALLANDRAS-ROZET ET Damien CATTEAU .....	1025
I. L'exécution du budget de l'Union européenne en 2022 .....	1026
II. Le cadre budgétaire annuel : le budget 2023 .....	1030
A. Les différentes étapes de la procédure d'adoption du budget 2023 .....	1031

B. Le contenu du budget 2023 .....	1010
III. La mise en œuvre de la facilité pour la reprise et la résilience .....	1012
IV. Les aides de l'Union européenne à l'Ukraine en guerre .....	1016
A. Une aide financière mesurée à l'aune d'une Europe des valeurs ...	1016
B. Une aide militaire à la mesure d'une future Europe de la défense ? .....	1017
V. Validité et mise en œuvre du règlement 2020/2092 du 16 décembre 2020, instaurant un régime général de conditionnalité pour la protection du budget de l'Union .....	1019
A. La reconnaissance de la validité du règlement .....	1019
B. L'adoption des lignes directrices .....	1021
C. La mise en œuvre du mécanisme .....	1021
VI. L'activité de la Cour des comptes européenne en 2022 .....	1023
A. Les rapports d'activité .....	1023
B. Rapports spéciaux, documents d'analyse et avis .....	1025
C. Rapports sur le budget .....	1026
D. Rapports annuels spécifiques .....	1029

### **Contrats publics**

PAR Stéphane DE LA ROSA .....	1031
I. Actualité normative en matière de contrats publics : la recherche de nouveaux équilibres avec les soumissionnaires d'États tiers .....	1032
A. L'instrument « IPI » .....	1032
B. Le volet « marchés publics » du règlement relatif aux subventions étrangères .....	1034
II. Actualité jurisprudentielle relative aux contrats publics .....	1036
A. Interprétation et portée des principes fondamentaux de la commande publique .....	1037
B. Contentieux des marchés publics « classiques » (directive 2014/24/UE) .....	1041
C. Contentieux des marchés en réseau (directive 2014/25/UE) – articulation avec le règlement « OSP » (1370/2007) .....	1048
D. Contentieux relatifs à la directive « concession » (directive 2014/23) .....	1049

**Propriété intellectuelle**

PAR Yann BASIRE .....	1053
I. CJUE, 22 décembre 2022, <i>Christian Louboutin c/ Amazon Europe Core Srl, Amazon EU Srl, Amazon Services Europe Srl, Amazon.com Inc., Amazon Services LLC</i> , aff. jtes C-148/21 et C-184/21, ECLI:EU:C:2022:1016 .....	1053
II. CJUE, 2 juin 2022, <i>X BV c/ Classic Coach Company vof e.a.</i> , aff. C-112/21, ECLI:EU:C:2022:428 .....	1058
III. CJUE, 20 mai 2022, <i>Heitec AG contre Heitech Promotion GmbH et RW</i> , aff. C-466/20, ECLI:EU:C:2022:400 .....	1060

**Droit international privé**

SOUS LA DIRECTION DE François MAILHÉ	
AVEC LA PARTICIPATION DE Yann LEGRAND ET Chloé SUEL .....	1063
I. Matière civile et commerciale .....	1064
A. Procédure civile européenne .....	1064
B. Conflits de lois .....	1078
II. Matière familiale et patrimoniale de la famille .....	1081
A. Matière matrimoniale, responsabilité parentale et obligations alimentaires .....	1081
B. Droit patrimonial de la famille .....	1083

**Questions sociales**

PAR Sylvie HENNION .....	1087
I. Les rémunérations en droit social de l'Union européenne .....	1089
A. L'exclusion de principe de l'Union européenne en matière de rémunération et ses aménagements .....	1089
B. Directive (UE) 2022/2041 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relative à des salaires minimaux adéquats dans l'Union européenne : un seuil de salaire de décence par État membre .....	1093
II. L'émergence de la dimension sociale du développement durable : droits des travailleurs ou droits de l'homme ? .....	1096
A. L'inscription des questions sociales dans le développement durable .....	1096
B. Proposition de directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité .....	1097

III. Autres actualités jurisprudentielles .....	1100
A. Égalité de traitement .....	1100
B. L'aménagement du temps de travail .....	1106
C. Conflits de lois en matière de sécurité sociale de personnels navigants et notion de base d'affectation : CJUE, 19 mai 2022, <i>Ryanair</i> , aff. C-33/21 .....	1109
 <b>Éducation, culture et langue</b>	
PAR Jean-Christophe BARBATO ET Isabelle PINGEL .....	1113
 I. Éducation et droit de l'Union européenne .....	1118
A. Compétence de la Cour de justice .....	1122
B. Liberté académique et droit à l'éducation .....	1123
C. Libertés de circulation des personnes et accès aux financements d'études .....	1126
D. Organisation de l'éducation nationale : programme, financement, fiscalité et personnels .....	1128
II. Culture et droit de l'Union européenne .....	1133
A. TVA et marché de l'art .....	1139
B. Le programme Europe créative .....	1141
C. Capitale européenne de la culture .....	1145
D. Culture et sanctions à l'égard de la Russie .....	1147
E. Protection des appellations d'origine et des indications géographiques .....	1152
III. Langues et multilinguisme .....	1154
A. Le régime linguistique de l'Union .....	1156
B. Le régime linguistique dans l'Union européenne .....	1164
 <b>Droit des sociétés</b>	
PAR Edmond SCHLUMBERGER .....	1175
 I. Directive (UE) 2022/2464 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 modifiant le règlement (UE) n° 537/2014 et les directives 2004/109/CE, 2006/43/CE et 2013/34/UE en ce qui concerne la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises, <i>JOUE</i> n° L 322, 16 décembre 2022, p. 15-80 .....	1176

II. Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité et modifiant la directive (UE) 2019/1937, 23 février 2022, COM(2022) 71 final .....	1181
III. Directive (UE) 2022/2381 du Parlement européen et du Conseil du 23 novembre 2022 relative à un meilleur équilibre entre les femmes et les hommes parmi les administrateurs des sociétés cotées et à des mesures connexes, <i>JOUE</i> n° L 315, 7 décembre 2022, p. 44-59 .....	1193
IV. Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur les structures avec actions à votes multiples dans les entreprises qui demandent l'admission à la négociation de leurs actions sur un marché de croissance des PME, 7 décembre 2022, COM(2022) 761 final .....	1195
V. Jurisprudence – CJUE, Gde Chbr., 18 octobre 2022, aff. C-677/20, <i>IG Metall</i> , ECLI:EU:C:2022:800 .....	1197

### **Chronique of the 2022 main developments in State aid**

BY Massimo MEROLA and Alessandro COGONI .....	1201
I. Introduction: Where is State aid headed? .....	1201
II. The constant evolution of the notion of State aid .....	1202
III. Increased flexibility in the assessment of compatibility with the internal market .....	1206
IV. Procedural developments .....	1209
V. The external dimension of State aid: the regulation on foreign subsidies .....	1214
VI. Conclusion .....	1217

### **CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE**

SOUS LA RESPONSABILITÉ DE Fabrice PICOD .....	1219
I. Recueils de textes et de jurisprudence .....	1219
II. Manuels et traités .....	1221
III. Thèses .....	1229
IV. Ouvrages collectifs .....	1237
V. Ouvrages de synthèse .....	1261
VI. Mélanges .....	1261

**REVUE DES REVUES**

SOUS LA RESPONSABILITÉ DE Fabrice PICOD

COORDINATRICE Morgan DE WALSCHE

AVEC LES CONTRIBUTIONS DE Carla ALBANESE, Coline ABEILLE,

Erwan BODEVEN, Emma CACCIAMANI, Thomas CARACACHE, Salomé COHEN,

Morgan DE WALSCHE, Pauline DUPONT, Alexandre DUWEL, Louis FEILHES,

Alexandra HRDLICKOVA, Adèle KAUFFMANN, Gabriel MARTIN, Nicolas MATUSIAK,

Martina MENGHI, Mouna MOUNCIF-MOUNGACHE, Marion MUSSON,

Alexandra PAPAGEORGIOU, Félicie REMLINGER ..... 1263

REVUES ANALYSÉES .....	1265
SOMMAIRE .....	1266
I. Traités constitutifs et ordre juridique de l'Union .....	1267
II. Droit institutionnel .....	1272
III. Droits nationaux et droit européen .....	1282
IV. Appartenance à l'Union .....	1292
V. Droits fondamentaux et valeurs de l'Union .....	1295
VI. Citoyenneté européenne .....	1315
VII. Contentieux .....	1316
VIII. Relations extérieures .....	1325
IX. Espace de liberté, de sécurité et de justice .....	1332
X. Libertés de circulation .....	1337
XI. Fiscalité et douanes .....	1343
XII. Concurrence .....	1344
XIII. Union économique et monétaire .....	1357
XIV. Propriété intellectuelle .....	1366
XV. Autres actions et politiques communes .....	1367